

FACE AU POKER MENTEUR DES GRANDES PUISSANCES, AUX TRAVAILLEUSES ET AUX TRAVAILLEURS DE RENVERSER LA TABLE !

Avec la vulgarité et la brutalité mafieuse qui les caractérisent, Donald Trump et son vice-président, J.D. Vance, ont donné une belle leçon d'impérialisme devant les télévisions du monde entier. Face à Zelensky, le dirigeant ukrainien, pas assez docile à leurs yeux, ils ont monté le ton, estimant avoir toutes les « cartes » dans leurs mains.

Depuis son retour au pouvoir, Trump ne cache pas sa volonté d'imposer au monde la puissance américaine. Multipliant les félicitations à Poutine, il entend participer avec lui au dépeçage de l'Ukraine : pour Poutine et ses oligarques, les terres conquises au prix de centaines de milliers de morts ; pour les trusts américains, les minerais du reste du pays. Qu'importe le sort des peuples dans ce partage entre grandes puissances ! Et quand Zelensky ose réclamer des garanties que la guerre de conquête lancée par Poutine ne reprendra pas de plus belle à la première occasion, c'est Trump qui vient lui rappeler qu'il n'est rien face aux puissants et ne peut rien exiger.

Les pays européens tentent de s'inviter à la table du festin

Mis sur la touche par leur tutelle américaine, les dirigeants européens sont en plein désarroi. Sommet européen avec Kiev ce dimanche à Londres, Conseil européen extraordinaire à Bruxelles jeudi 6 mars, les concertations se multiplient. Mais les dirigeants européens n'ont rien de plus à offrir au peuple ukrainien. En réalité, ils veulent avant tout obtenir leur part du gâteau. Sébastien Lecornu, le ministre français de la Défense, a d'ailleurs annoncé jeudi 27 février qu'il souhaitait, comme Trump, conclure un accord sur les minerais avec Kiev...

De Keir Starmer, Premier ministre britannique, à Giorgia Meloni, la Première ministre italienne d'extrême droite, qui ne cache pas son admiration pour Trump, tous affichent, derrière leurs divisions, la volonté commune de consacrer toujours plus de budget à l'armement et aux dépenses militaires. Sous prétexte qu'il faut désormais « nous » défendre, puisque désengagement américain en Europe il y a. Comme si nous pouvions leur faire confiance pour cela alors que, aujourd'hui comme hier, les mêmes ne font qu'attaquer les classes populaires : qui peut croire que Macron, le président des riches, en se posant en leader de l'Europe de la défense et en appelant à « acheter européen », a autre chose en tête que les intérêts des industriels français du secteur – Airbus, Thales, Safran, Dassault...

À l'union des exploités et des milliardaires, il faut opposer l'union des travailleurs et travailleuses

Trump, Macron, Poutine et consorts façonnent un monde de chômage et de misère. Et de guerre.

En Ukraine, la colère est profonde, non seulement contre Poutine, mais aussi contre Zelensky qui a facilité les licenciements et fermé de nombreux services publics, alors qu'un certain nombre de patrons ukrainiens ont multiplié leurs profits. Et contre les dirigeants du monde impérialiste qui se fichent pas mal de leur sort.

Chaque déclaration guerrière, et surtout chaque augmentation des budgets militaires, augmente la probabilité de guerre, en fait nous en rapproche. C'est le risque que nous courons si nous laissons les mains libres aux capitalistes et aux chefs d'État à leur service. Aucune solution ne viendra d'eux, ni de ceux qui se mettent à leur remorque, comme l'a fait Zelensky en s'alignant totalement derrière les grandes puissances occidentales.

Contre la militarisation grandissante de la société, contre les rivalités impérialistes, ce qu'il faut, c'est l'union de tous les travailleurs, exploités, opprimés, pour en finir avec ce système !

Vent de révolte dans le monde chez les postiers et postières

Depuis quelques mois, des grèves massives éclatent parmi les travailleurs des services postaux dans différents pays. Ces grèves entraînent des dizaines de milliers de salariés, confrontés partout aux mêmes problèmes : sous-effectif, augmentation des rythmes et horaires de travail, et bas salaires. Si le patronat mène partout des attaques similaires, les postiers du monde pourraient aussi s'inspirer les uns des autres dans leur lutte. **Et pourquoi pas, un jour, lutter tous ensemble ? En tout cas, nous avons tout intérêt à nous intéresser aux grèves de nos frères et sœurs d'exploitation par-delà les frontières et à les comprendre.**

55 000 grévistes pendant près d'un mois au pays du caribou !

Durant un mois, entre le 15 novembre et le 17 décembre 2024, des dizaines de milliers de postiers canadiens sont entrés en lutte. La grève a touché tous les métiers et bloqué la production de l'entreprise, à l'exception des chèques mensuels de l'aide sociale gouvernementale. La revendication centrale, en plus des salaires, des embauches et des conditions de travail, portait sur la précarisation des nouveaux embauchés. Des piquets de grève ont été organisés dans tout le pays (voir carte), dont une bonne partie ont été tenus 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. La Poste du Canada a lâché 5 % d'augmentation immédiate pour tenter de faire cesser le mouvement, loin des 24 % demandés par les grévistes. C'est finalement le gouvernement qui a forcé la reprise du travail en utilisant une loi anti-grève.



Vers une grève des postiers aux États-Unis ?

Une grève nationale illégale des postiers américains avait permis, en 1970, d'obtenir l'alignement de leurs droits sur ceux des travailleurs du privé et l'établissement d'une direction nationale propre à la Poste aux États-Unis. C'est cette direction que Trump veut aujourd'hui dissoudre, dans l'objectif d'annuler les accords collectifs signés avec les syndicats représentant 640 000 postiers. Cela ouvrirait la voie à une vague de licenciements et de fermetures de bureaux. Les directions des syndicats adoptent une approche légaliste : selon elles, si un accord est signé avant la réforme de Trump, cela protégerait les travailleurs. Mais de plus en plus de postiers et de syndicats locaux discutent de l'objectif d'une grève nationale des postiers, voire d'un mouvement impliquant tous les employés de l'État fédéral.

En Allemagne, un avertissement !

En Allemagne, ce sont 17 000 agents de Deutsche Post, répartis dans 13 États fédéraux, qui ont fait grève les 28, 29 et 30 janvier derniers. Une grève présentée par le syndicat Verdi comme un « avertissement » en vue des prochaines négociations, visant à obtenir 7 % d'augmentation de salaire. Ces grèves « d'avertissement » sont pour l'instant très encadrées par des syndicats qui souhaitent rester dans les limites des négociations officielles. Rien ne garantit que ces négociations aboutiront ni que les postiers en Allemagne s'en contenteront très longtemps.

En Belgique, la grève se répand dans toute la Wallonie et à Bruxelles

Tous les travailleurs de la PIC qui habitent en Belgique s'en sont rendu compte : Bpost a connu en février un très gros mouvement de grève. Le conflit est parti du centre de tri de Tournai, où les postiers se sont mis en grève contre une réorganisation qui va encore dégrader leurs conditions de travail. La grève s'est étendue dans les centres de tries de Mouscron et Comines puis en Wallonie et à Bruxelles. Pour augmenter la productivité, la poste belge prévoit d'imposer aux facteurs de récupérer entre 400 et 800 boîtes aux lettres à livrer en plus par jour.

Les postiers belges ont montré que la grève pouvait s'étendre par en bas jusqu'à prendre une dimension nationale. La détermination des grévistes a pu se mesurer à plusieurs occasions, notamment lorsque la direction a envoyé des huissiers pour faire lever les barrages, ce qui a eu pour conséquence de renforcer les taux de grève. La grève s'est finalement arrêtée après 10 jours, à la suite de nouvelles propositions de Bpost. Mais les postiers belges, riches de cette expérience, n'ont sans doute pas dit leur dernier mot.

On bosse ici, on vit ici, on reste ici

Au moins cinq collègues de Chronopost, en lutte depuis plus de trois ans pour leur régularisation, ont reçu des obligations de quitter le territoire (OQTF). Les syndicats dénoncent « un nouvel épisode de répression de la part de l'État ». À juste titre, tant le gouvernement multiplie les déclarations et projets racistes. Mais maintenir des travailleurs dans ces situations précaires et chercher à les diviser selon leurs origines permet surtout aux patrons de pousser l'exploitation au maximum.

Les bénéfices de La Poste représentent 9 000 euros par postier !

Les bénéfices nets officiels de la boîte viennent de tomber : 1 400 000 000 d'euros ! 1 milliard 400 millions, soit 200 millions de plus que prévu. Au même moment, se déroulent les négociations salariales : La Poste « propose » désormais 0,9 % pour les salariés et 0 % pour les fonctionnaires. Mais si l'on divisait ces bénéfices par les 160 000 postiers, chaque postier recevrait près de 9 000 ! Ces chiffres, on ne les entend jamais en bref ! Les 733 de prime d'intéressement font pâle figure en comparaison...

Ces bénéfices records issus de notre travail, permettraient pourtant d'augmenter nos salaires de 400 euros mensuels et de verser un 13ème mois. Une mobilisation peut l'imposer !

**Toutes nos publications sur site :
<https://npa-revolutionnaires.org/>**